



Lettre ouverte à :

**M. Yves CLAUDE**

Président Directeur Général de **DÉCATHLON**  
4 boulevard de Mons – BP 299  
59665 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

## **VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME AU TRAVAIL EN THAÏLANDE**

### **CHEZ MSP SPORTSWEAR CO. LTD, FOURNISSEUR DE DÉCATHLON**

*Paris, le 14 février 2005*

Monsieur le Président Directeur Général,

Le collectif *De l'éthique sur l'étiquette* vous a adressé un courrier, le 17 décembre 2004, pour vous interpeller sur un cas flagrant de violation des droits de l'homme au sein de MSP Sportswear Co. Ltd.

En effet, comme le montrent des rapports effectués par le CLIST (Center for Labour Information Service and Training), les travailleurs de MSP Sportswear ne bénéficient pas du respect des droits sociaux fondamentaux. Ils subissent une intense pression anti-syndicale, le fait majeur étant intervenu le 29 octobre 2004 quand trois ouvrières syndiquées ont été licenciées pour avoir créé un syndicat et réclamé auprès du management de l'usine le respect de leur liberté d'association et du droit à la négociation collective.

Nous avons été informés qu'un audit a été mené chez MSP Sportswear pour le compte de Décathlon et a été suivi d'une mission en Thaïlande par le Responsable Décathlon de la qualité sociale. Cependant, malgré nos demandes répétées, vous ne nous avez transmis aucune information sur le contenu de vos investigations ou sur vos conclusions. Nous sommes indignés du silence de Décathlon vis-à-vis de cette situation.

Face à la gravité de cette crise, il nous semble particulièrement important que Décathlon nous fasse part de son analyse du cas et des actions engagées en conséquence. Décathlon doit œuvrer pour rétablir des relations constructives entre le syndicat et la direction de l'usine. D'autre part, le dialogue avec la société civile doit conserver un degré d'ouverture suffisant pour faire progresser au mieux ce dossier dans l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes.

Nous demandons à Décathlon d'associer ses démarches à celles d'autres donneurs d'ordre de l'entreprise MSP Sportswear, notamment Nike, afin que le dialogue soit concerté et constructif avec toutes les parties prenantes dans cette usine.

Nous demandons à Décathlon d'agir auprès de MSP Sportswear pour s'assurer que les demandes suivantes du syndicat thaïlandais seront satisfaites :

- la réintégration de mesdemoiselles Samai Kongthalee, Ganjana Patiwatwongs et Mala Phosit, licenciées abusivement, et le paiement de leurs salaires, depuis le jour de leur licenciement jusqu'au jour de leur réintégration ;
- la réintégration de la mère d'un des membres du syndicat, licenciée du fait de ce lien familial ;
- la cessation de toute action contre le syndicat, de diffusion d'informations fallacieuses à son sujet et le renoncement à toute autre forme d'intimidation ;
- la liberté pour le syndicat de distribuer des tracts ou des formulaires d'adhésion sur le lieu de travail.

.../...

---

**Collectif De l'éthique sur l'étiquette**

French Clean Clothes Campaign

53 Bd de Strasbourg, F-75010 Paris - [www.ethique-sur-etiquette.org](http://www.ethique-sur-etiquette.org)

tél. 33 (0)1 56 03 93 54 – fax. 33 (0)1 47 70 96 35 - [info@ethique-sur-etiquette.org](mailto:info@ethique-sur-etiquette.org)

En tant que donneur d'ordre auprès de MSP Sportswear, Décathlon :

- doit assumer sa part de responsabilité et agir pour la mise en œuvre d'un plan d'actions correctives visant à ce que MSP Sportswear respecte clairement les conventions fondamentales de l'OIT (Organisation internationale du travail) ;
- doit s'assurer que des plans de progrès sont à l'œuvre pour permettre l'exercice effectif de la liberté syndicale chez MSP Sportswear.

Nous vous demandons de nous transmettre au plus vite les documents prouvant votre implication et votre volonté de travailler pour le progrès de la qualité sociale dans cette filière d'approvisionnement.

Il est clair que ce type de situation montre l'urgence, pour les entreprises comme Décathlon, de modifier leurs pratiques d'achat pour mieux prendre en compte la qualité sociale.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président Directeur Général, en l'expression de notre sincère considération.

Le Comité de Pilotage du collectif *De l'éthique sur l'étiquette*